

#StopLiveEnrollment : le secteur de la photographie réagit avec stupeur à l'avis négatif non motivé sur la « live capture » et exige une clarification de la part de la ministre Verlinden

Le secteur a appris la nouvelle par une voie indirecte et dénonce « une manière de communiquer non professionnelle et irrespectueuse »

« Le gouvernement n'a jamais répondu aux arguments du secteur contre le live enrollment et refuse même de justifier son avis négatif sur notre proposition de live capture – qui a été déployée avec succès dans de nombreux pays. La ministre Verlinden nous doit cette explication et nous continuerons à nous battre pour trouver une solution qui soit bénéfique à tous. »

- Denis Duvivier, représentant du secteur

Bruxelles, le X octobre 2022 – Le « live enrollment », le projet gouvernemental auquel le secteur de la photographie s'oppose farouchement depuis février, fait à nouveau parler de lui. À la consternation des photographes et des distributeurs de cabines photographiques réunis, le groupe de travail gouvernemental a émis un avis négatif sur la « live capture », la proposition alternative du secteur qui a déjà été déployée avec succès ailleurs en Europe. La manière dont la ministre compétente Annelies Verlinden a annoncé cette nouvelle suscite en outre, une fois de plus, beaucoup de mécontentement : le secteur parle sans détour d'une « communication non professionnelle et irrespectueuse envers le secteur » et d'une « mauvaise gestion générale ».

➔ Quelle est la différence entre le live enrollment et la live capture ? Vous trouverez ces informations ci-dessous, dans l'encadré.

Retour en arrière au début de 2022 : les ministres fédéraux Verlinden, Clarinval et Wilmès travaillaient sur le « live enrollment », un plan visant à obliger les communes à prendre elles-mêmes les photos d'identité. Pendant des mois, ils sont restés sourds aux tentatives de dialogue du secteur de la photographie. En effet, le secteur craint que live enrollment n'oblige des centaines de photographes professionnels à mettre la clé sous la porte, et en démontre en outre les nombreux inconvénients pour les contribuables comme pour les communes dans un dossier épais. Ce dossier présente par ailleurs la « live capture », une proposition alternative constructive et très détaillée. Ce n'est qu'après avoir lancé un appel à l'aide repris par les médias que le secteur a enfin été entendu en février. Toutefois, lorsqu'il est apparu qu'il s'agissait d'une visite de courtoisie, le secteur a de nouveau tiré la sonnette d'alarme en avril, notamment via une campagne sur les réseaux sociaux. Fin avril, le secteur et le groupe de travail gouvernemental compétent se sont enfin assis à la même table pour discuter de la live capture sur le fond. Mais après cela, et malgré plusieurs tentatives de prise de contact par le secteur, les choses en sont restées là...

15.02 Annelies Verlinden, ministre (en néerlandais): Le projet *live enrollment* concerne la prise de photos pour les passeports, les cartes de résidents étrangers et les cartes d'identité. Ce projet implique tant les services des Affaires étrangères que les miens.

La *task force* compétente a remis un avis négatif concernant la proposition formulée par le secteur, parce qu'elle n'offrait pas suffisamment de garanties en matière de lutte contre la fraude, de gouvernance IT et de protection de la vie privée. Le secteur en sera informé par nos soins.

Au total, 1 074 paquets destinés au *live enrollment* ont été commandés. Les communes participantes et le calendrier ne sont pas encore arrêtés. Une fois le contrat attribué et le matériel sélectionné, nous nous concerterons avec le SPF Affaires étrangères à propos de ces aspects. Pour les détails de ce marché public, je vous renvoie vers la ministre des Affaires étrangères.

Ci-dessus : l'extrait du rapport de synthèse du 5/10/2022 de la commission Intérieur, Sécurité, Migration et Matières administratives à la Chambre des représentants. Le secteur de la photographie a pris connaissance de cette décision, qui n'est pas motivée, par une voie indirecte.

Une nouvelle preuve de manque de respect

Revenons à aujourd'hui : le 10 octobre, le secteur apprend avec effarement que cinq jours plus tôt, la ministre Verlinden avait répondu au parlement à une question de Sigrid Goethals (N-VA), déclarant que la « live capture » avait reçu un avis négatif et que le live enrollment se poursuivrait comme si de rien n'était. Toutes les demandes de clarification auprès du groupe de travail concerné sont restées sans réponse.

Denis Duvivier, qui représente le secteur dans cette matière, déclare : « Non seulement nous avons appris la nouvelle par une voie indirecte, mais en plus nous n'avons pas encore reçu de justification sur le fond. Il s'agit

d'une décision dont dépend l'avenir de centaines de petits indépendants : en pleine crise énergétique, le live enrollment sera le coup de grâce pour un nombre encore plus élevé de photographes qu'on ne le craignait initialement. Pour la ministre Verlinden, lâcher cette bombe d'une manière aussi négligente et indirecte est totalement non professionnel et irrespectueux et, malheureusement, tout à fait conforme à l'indifférence dont le gouvernement a fait preuve depuis le début de cette année sur un dossier très délicat. »

Après la débâcle française

Sur le fond, le secteur s'étonne de l'avis négatif sur la live capture. En février dernier, le secteur a qualifié le live enrollment de « vol du gagne-pain du secteur, d'un faux cadeau aux citoyens et de désastre pour la charge de travail des communes » (voir [cette lettre ouverte](#) pour l'argumentaire complet). Il souligne en outre que la live capture a déjà été déployée avec succès dans des pays tels que la France, l'Irlande, les Pays-Bas et l'Allemagne.



Ci-dessus : en février et avril de cette année, il a fallu deux appels à l'aide publics pour amener le gouvernement à la table des discussions sur les inconvénients du live enrollment et sur la proposition alternative du secteur, la live capture.

« Le gouvernement n'a jamais pris la peine de répondre aux arguments contre le live enrollment et refuse même de justifier son avis négatif sur la live capture », poursuit Duvivier. « La live capture n'est pas du tout à prendre ou à laisser : c'est un concept qui peut parfaitement s'aligner sur les objectifs du gouvernement. C'est précisément ce dialogue que nous

essayons d'engager depuis le début, mais la ministre Verlinden et ses collègues se contentent de poursuivre leur propre projet mal conçu et mégalomane, qui est voué à l'échec. »

Le secteur cite notamment le cas de la France, qui a dû renoncer au live enrollment en plein déploiement il y a plusieurs années au profit de la live capture. « Cette erreur de jugement a coûté très cher au contribuable », ajoute Duvivier. « La Belgique n'en a manifestement tiré aucune leçon et, entre-temps, le projet va à vau-l'eau : nombre d'autorités locales voient le live enrollment d'un mauvais œil et le gouvernement fédéral a déjà dû lancer un nouvel appel d'offres parce que le fournisseur initial de l'équipement n'est en fait pas solvable. Tout compte fait, on ne peut vraiment plus appeler cela de la bonne gouvernance. La ministre Verlinden nous doit, ainsi qu'au public, une explication et nous continuerons à nous battre pour une solution qui soit bénéfique à tous. Parce que cette solution existe. »

Pourquoi le secteur propose la live capture au lieu du live enrollment

L'Europe impose un certain nombre d'obligations anti-fraude aux administrations nationales en matière de prise de photos d'identité et recommande de moderniser les canaux existants de « live capture » à cette fin. La live capture est une technique qui permet de capturer des images électroniquement via un capteur et de les envoyer immédiatement à un serveur de manière sécurisée. Cette méthode de phot peut être parfaitement réalisée – et de façon inviolable – par le secteur de la photographie professionnelle, depuis n'importe quel endroit (c'est-à-dire aussi bien dans un studio de photographe que dans le photomaton classique d'une commune). La live capture peut aussi être facilement adaptée aux besoins et objectifs spécifiques du gouvernement. **Le gouvernement belge, malgré cet avis européen et les choix de nombreux autres pays, préfère toujours le « live enrollment ».** Ce concept implique que les communes doivent prendre les photos d'identité « en live » (c'est-à-dire elles-mêmes et sur place), ce qui nuit à l'objectif principal de l'Europe (la qualité inférieure des photos rend les algorithmes de reconnaissance faciale anti-fraude moins efficaces) et a de nombreux inconvénients majeurs pour le secteur, les autorités locales, le citoyen et le trésor public. **Malgré cela, le gouvernement n'a toujours pas défendu son choix du live enrollment sur le fond.**

➔ Toutes les informations sur la campagne, y compris une chronologie complète montrant comment le gouvernement s'est conduit avec le secteur sur le live enrollment, se trouvent sur la **page de la campagne** www.StopLiveEnrollment.weebly.com.

➔ **Pour interviewer Denis Duvier:** 0496 25 50 10